



DANS LE GRAND BAIN

Face à la pénurie dantesque d'agent·e·s à la DR-FIP 44, la direction locale a obtenu l'autorisation avant l'été d'embaucher 47 personnes, dont 45 contractuel·les en urgence.

Après un « filtrage » par France Travail sur des bases mystérieuses, les candidat·e·s retenu·es ont été auditionné·e·s au cours de l'été par des A + mobilisé·e·s pour l'occasion.

27 contractuel·les ont rejoint nos services le 09 septembre. Pour les autres postes, le recrutement est en cours de finalisation.

Pour la première fournée, le plongeon peut être vertigineux avec seulement une maigre journée d'intégration pour découvrir notre administration. Sans connaissance de cette dernière, de ses procédures, des interactions entre services, des applications et des bases juridiques et fiscales, il ne s'agit pas de les laisser couler. Certain·e·s vont repartir, et retour à la case départ des pénuries d'emplois.

Un parcours de formation d'accueil spécifique contractuel·les va leur être proposé entre maintenant et mi-octobre et la possibilité de se rattacher aux formations métiers leur est aussi ouverte via Sema-phore. Mais comme la Cgt l'a dit, le tutorat et la prise en charge collective dans les services sera essentielle, car il n'est jamais évident de suivre un parcours de formation cohérent dans ces conditions.

La CGT met à disposition un livret récapitulatif des droits et garanties des contractuel·les. Nous restons à l'écoute et disponibles si des difficultés devaient survenir.

CV DE LA NOUVELLE DG

Nous n'avons pas pris le temps de dresser le portrait de la nouvelle DG, et pourtant, c'est important.

Amélie Verdier a été nommée directrice générale de la DGFIP le 4 mars 2024, anciennement directrice générale de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

À quelle politique a-t-elle activement participé dans ce secteur ? En France, tous les services d'urgence sont asphyxiés, on a l'exemple des urgences du CHU de Nantes sous les yeux.

Environ 200 000 infirmières ont abandonné le métier. Sur les vingt dernières années, 100 000 lits d'hospitalisation ont été fermés.

En Île-de-France, 20 % des lits de l'APHP sont fermés par manque d'embauches, sans compter celles induites par les restrictions budgétaires et plans de restructurations. Alors, de quelle nature sera son action au sein de la DG-

FIP, sachant aussi qu'elle est de la même promotion à l'ENA que « notre » E. Macron ?

Sans mobilisation des travailleurs et travailleuses, il n'y aura pas de changement de cap, pas d'augmentation du point d'indice, pas de moyens pour fonctionner.

RDV le 1er Octobre pour les salaires

10 % d'augmentation du point d'indice maintenant !

- **NANTES 10h 30 préfecture**
- **St NAZAIRE 11 h, place Amérique Latine**
- **CHÂTEAUBRIANT - Modalités à venir**
- **ANCENIS - 15h Sation Esso**
- **CLISSON - 10h30 Parvis de la Gare**

C'EST LA CRISE FINALE

Au delà de la mascarade qui a suivi les élections législatives de juillet dernier, les questions de budget de l'État sont centrales pour nous, agent·es des ministères.

Nous étions soumis cette année à une coupe de 10 milliards d'€ avec comme seule perspective de nouvelles coupes ! Cette situation budgétaire jugée "très grave" par Michel Barnier provient essentiellement des 62 Mds € de baisses d'impôt des macro-nistes, au profit des plus aisé·es et des grandes entreprises.

Rappelons que si nous avons un problème de recettes, nous avons aussi un problème de dépenses ! Et il ne s'agit pas des dépenses d'intérêts communs comme nos services publics mais bien des 170 milliards d'€ dépensés annuellement en « soutien » aux entreprises : exonérations de cotisations, crédits d'impôts, compensation pour les collectivités des baisses de CVAE ou TH...

Un autre budget est possible, avec plus de justice fiscale et la conditionnalité des aides aux entreprises.

SCANDALE SANS FIN

L'émission Cash Investigation a remis à l'ordre du jour le scandale Mc Kinsey. Rien de nouveau mais une mise en lumière salutaire. Et après ? Rien. Pas de procédures judiciaires, pas de suites... l'impunité mortifère qui démontre la crise démocratique.

